



SOMMAIRE

| | Page |
|--|------|
| Allocution de M. Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'Etat et du Gouvernement de la République de Cuba | 683 |

**Président : M. Salim Ahmed SALIM
(République-Unie de Tanzanie).**

Allocution de M. Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'Etat et du Gouvernement de la République de Cuba

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Ce matin, l'Assemblée générale va entendre un discours de M. Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'Etat et du Gouvernement de Cuba, et président en exercice du mouvement des pays non alignés. Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de lui souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies, et je l'invite à s'adresser à l'Assemblée.
2. M. CASTRO (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Je ne suis pas venu parler de Cuba. Je ne viens pas faire au sein de cette assemblée la dénonciation des agressions dont mon pays, petit mais digne, a été victime 20 années durant. Je ne viens pas non plus offenser chez lui le puissant voisin avec des épithètes superflues.
3. Nous avons été mandatés par la sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés pour présenter devant l'Organisation des Nations Unies le résultat de ses délibérations¹ et les prises de positions qui en ont découlé.
4. Nous sommes 95 pays de tous les continents, représentant l'immense majorité de l'humanité. Nous sommes unis par la détermination de défendre la collaboration entre nos pays, le libre développement national et social, la souveraineté, la sécurité, l'égalité et l'autodétermination. Nous sommes associés dans l'effort pour changer le système de relations internationales actuel, fondé sur l'injustice, l'inégalité et l'oppression. Nous agissons en politique internationale comme un facteur global indépendant. Réuni à La Havane, le mouvement des pays non alignés vient de réaffirmer ses principes et de confirmer ses objectifs.
5. Nous insistons, en tant que pays non alignés, sur le fait qu'il faut éliminer l'inégalité colossale qui sépare les pays développés des pays en développement. Aussi luttons-nous pour supprimer la pauvreté, la faim, la maladie de l'analphabétisme dont souffrent encore des centaines de millions d'êtres humains. Nous aspirons à un nouvel ordre mondial, fondé sur la justice, l'équité et la paix, pour

remplacer le système qui prévaut aujourd'hui, injuste et inégal, et qui, comme il a été proclamé à La Havane :

“... perpétue la concentration des richesses entre les mains de quelques puissances dont l'économie gaspilleuse de ressources subsiste grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre et au transfert ou au pillage des richesses naturelles et autres des peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'autres régions du monde” [*voir A/34/542, annexe, sect. I, par. 7*].

6. Parmi les problèmes que doit débattre l'Assemblée générale pendant cette session, la paix figure au premier rang. La recherche de la paix constitue aussi une aspiration du mouvement des pays non alignés et la sixième Conférence s'est penchée sur ce sujet. Mais la paix, pour nos pays, est indivisible. Nous voulons une paix dont les avantages reviennent pareillement aux grands comme aux petits, aux puissants comme aux faibles, qui s'étende à tous les confins du monde et qui profite à tous ses citoyens.

7. Depuis la constitution de leur mouvement, les pays non alignés estiment que les principes de la coexistence pacifique doivent être les fondements des relations internationales, qu'ils constituent la base nécessaire pour renforcer la paix et la sécurité internationales, la base nécessaire pour atténuer les tensions et étendre ce processus à toutes les régions du monde et à tous les aspects des relations, et qu'ils doivent s'appliquer universellement aux relations entre Etats. Mais, en même temps, la sixième Conférence a estimé que ces principes de coexistence pacifique comprennent également le droit des peuples sous domination étrangère ou coloniale à l'autodétermination, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des Etats, ainsi que le droit pour chaque pays d'être assuré qu'il sera mis fin tant à l'occupation étrangère qu'à l'acquisition de territoires par la force et le droit de choisir son propre système social, politique et économique. Ce n'est qu'ainsi que la coexistence pacifique pourra être la base de toutes les relations internationales.

8. Nul ne saurait le nier. Quand on analyse la structure du monde contemporain, on se rend compte que ces droits de nos peuples ne sont pas encore garantis. Pays non alignés, nous savons bien qui sont nos ennemis historiques, d'où viennent les menaces et comment nous devons les combattre. Aussi sommes-nous convenus à La Havane de réaffirmer que :

“... la politique du non-alignement, conformément à ses principes d'origine et à son caractère fondamental, entraîne par définition la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'*apartheid*, le racisme, y compris le sionisme, et toutes les autres formes d'agression, d'occupation, de domination, d'ingérence ou d'hégémonie étrangères, ainsi que contre la politique des grandes puissances et des blocs...” [*ibid., par. 12*].

¹ Pour la Déclaration finale de la Conférence, voir le document A/34/542.

Aussi comprend-on que la Déclaration finale de La Havane ait également associé la lutte pour la paix :

“... [au] soutien politique, moral et matériel aux mouvements de libération nationale et [à] la réalisation d'actions concertées pour liquider la domination coloniale et la discrimination raciale” [ibid., par. 27].

9. Pays non alignés, nous avons toujours accordé une grande importance à la possibilité et à la nécessité de la détente entre les grandes puissances. Aussi, la sixième Conférence a-t-elle signalé avec une profonde inquiétude que, après la cinquième Conférence qui a eu lieu à Colombo en 1976, on a observé une certaine stagnation dans le processus de la détente, qui continue d'être limitée dans sa portée et dans son extension géographique.

10. Malgré cette préoccupation, les pays non alignés, qui ont fait du désarmement et de la dénucléarisation un de leurs objectifs permanents et les plus marquants de leur lutte et ont pris l'initiative de convoquer la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au désarmement, ont passé en revue au cours de leur conférence les résultats des négociations sur les armes stratégiques et les accords connus sous le sigle SALT II. Ils estiment que ces accords constituent un pas important dans les négociations entre les deux principales puissances nucléaires et qu'ils pourraient préparer la voie à des négociations plus larges qui aboutiraient au désarmement général et à la diminution des tensions. Mais, pour les pays non alignés, ces traités ne représentent qu'une partie du trajet vers la paix. Bien que les négociations entre les grandes puissances constituent un facteur clef dans ce processus, les non-alignés ont réitéré que les efforts faits pour consolider la détente, pour l'étendre à toutes les parties du monde et pour éviter la menace nucléaire, le stockage d'armements et, en définitive, la guerre, sont une tâche à laquelle tous les peuples doivent participer et dans laquelle ils doivent exercer leurs responsabilités.

11. Nous fondant sur l'idée que la paix doit être universelle et sur la nécessité d'associer la recherche de la paix, dans tous les pays, à la lutte pour l'indépendance nationale, pour la pleine souveraineté et l'égalité entre les Etats, nous, chefs d'Etat ou de gouvernement, réunis à la sixième Conférence des pays non alignés à La Havane, avons consacré notre attention sur les problèmes les plus pressants en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans d'autres régions. Il est important de souligner que nous partions d'une position indépendante et non liée à des politiques qui pourraient découler de la contradiction entre les grandes puissances. Si en dépit de cette approche objective et non engagée, l'analyse des événements internationaux se transforme en anathème contre les tenants de l'impérialisme et du colonialisme, cela ne fait que refléter la réalité essentielle du monde contemporain.

12. C'est ainsi que, au moment d'entreprendre leur analyse de la situation en Afrique et après avoir constaté les progrès enregistrés par les peuples africains dans la lutte pour leur émancipation, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné, en tant que problème fondamental de la région, l'urgence d'éliminer du continent, notamment de l'Afrique australe, le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*.

13. Il leur a fallu souligner que les puissances colonialistes et impérialistes poursuivaient leur politique agressive en vue de perpétuer, de rétablir ou d'étendre leur domination et leur exploitation des nations africaines.

14. Et telle est bien la situation dramatique de l'Afrique. Les pays non alignés ne pouvaient manquer de condamner les attaques contre le Mozambique, la Zambie, l'Angola, le Botswana; les menaces contre le Lesotho, les constantes tentatives de déstabilisation dans cette région et le rôle des régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud. La nécessité d'assurer le plus tôt possible la libération complète du Zimbabwe et de la Namibie n'est pas seulement une cause des pays non alignés ou des forces les plus progressistes de notre époque; cette nécessité a motivé des accords de la communauté internationale, conclus dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et elle entraîne des devoirs qui sont impératifs; tout manquement à ces devoirs doit être dénoncé à l'opinion internationale.

15. Aussi, quand les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé, dans la Déclaration finale, de condamner nommément un groupe de pays occidentaux, en premier lieu les Etats-Unis, pour leur collaboration directe ou indirecte au maintien de l'oppression raciste et de la politique criminelle de l'Afrique du Sud, tout en reconnaissant le rôle joué par les pays non alignés, les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine [OUA], les pays socialistes, les pays scandinaves et d'autres forces démocratiques et progressistes qui soutiennent la lutte des peuples africains, il ne faut pas y voir la moindre trace de tendance idéologique; c'est simplement l'expression fidèle de la réalité objective. Il aurait été inconcevable de condamner l'Afrique du Sud sans mentionner ceux qui rendent possible sa politique criminelle.

16. De la sixième Conférence surgit, avec plus de force et d'urgence que jamais, la nécessité, non seulement d'en finir avec une situation où sont en jeu le droit des peuples zimbabwéen et namibien à l'indépendance et l'exigence impérieuse que les hommes et les femmes noirs d'Afrique du Sud bénéficient d'un statut les considérant comme des êtres humains égaux et dignes de respect, mais la nécessité encore d'assurer des conditions de respect et de paix pour tous les pays de la région.

17. Le soutien continu aux mouvements de libération nationale, au Front patriotique et à la South West Africa People's Organization [SWAPO] a été une décision aussi unanime que prévue. Et il ne s'agit pas ici — entendons-nous bien — d'exprimer une préférence unilatérale pour les solutions obtenues par la lutte armée. S'il est certain que la Conférence a félicité le peuple namibien et la SWAPO, son seul représentant authentique, pour avoir intensifié et fait progresser la lutte armée, et qu'elle a réclamé un soutien total et efficace à cette forme de combat, cela est dû au fait que les racistes sud-africains ont bloqué toutes les voies pouvant conduire à des négociations véritables et que toutes les tentatives de solutions négociées n'ont été ni plus ni moins que de simples stratagèmes.

18. L'attitude des pays non alignés à l'égard des décisions prises à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, tenue à Lusaka en août dernier, décisions tendant à faire convoquer par le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant qu'Autorité administrante en Rhodésie du Sud, une conférence sur les problèmes du Zimbabwe, cette attitude, dis-je, a confirmé que les pays non alignés ne s'opposent pas à des solutions qui peuvent être obtenues sans lutte armée, à condition qu'il puisse en surgir un authentique gouvernement de la majorité et que ces solutions permettent d'assurer une indépendance apte à satisfaire les peuples combattants et à condition aussi que

cela se réalise conformément aux résolutions d'organismes comme l'OUA, l'ONU et nos pays non alignés.

19. La sixième Conférence a dû regretter une fois de plus que la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, n'ait pas été mise en œuvre au Sahara occidental. Nous tenons à rappeler que les décisions des pays non alignés et les résolutions de l'ONU, particulièrement la résolution 33/31 de l'Assemblée générale, ont réaffirmé le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance. Sur cette question, Cuba se sent investie d'une responsabilité particulière pour avoir fait partie de la Mission de visite des Nations Unies envoyée au Sahara occidental en 1975, ce qui a permis à notre délégation de se rendre compte que le peuple sahraoui était totalement en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance. Nous répétons ici que la position des pays non alignés n'implique aucun antagonisme envers un quelconque pays. Dans les félicitations adressées à l'occasion de l'accord [A/34/427-S/13503, annexe I] entre la République islamique de Mauritanie et le Front POLISARIO² et de la décision prise par la Mauritanie de retirer ses forces du territoire du Sahara occidental, et dans les regrets exprimés pour l'extension de l'occupation armée du Maroc dans la partie sud du Sahara occidental, précédemment administrée par la Mauritanie, il ne faut rien voir d'autre que l'application de nos principes et des accords des Nations Unies. C'est pourquoi la Conférence a exprimé l'espoir que la création du Comité *ad hoc* de l'OUA lors de la seizième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA permettra d'assurer, dans les meilleurs délais, l'exercice par le peuple du Sahara de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

20. Le même principe et la même position sont à l'origine des accords sur Mayotte et sur les îles de l'archipel malgache, ainsi que sur leur restitution nécessaire aux Comores et à Madagascar, respectivement.

21. Il est certain que le problème du Moyen-Orient s'est transformé en l'une des situations les plus inquiétantes de la réalité contemporaine. La sixième Conférence l'a traité dans sa double dimension. D'une part, la Conférence a réaffirmé que l'obstination d'Israël à poursuivre sa politique d'agression, d'expansion et de colonies de peuplement dans les territoires qu'il a occupés, avec le soutien des Etats-Unis, constitue une grave menace à la paix et à la sécurité universelles. La Conférence a, d'autre part, examiné le problème du point de vue des droits des peuples arabes et de la question palestinienne.

22. Pour les pays non alignés, la question palestinienne est le fond du problème du Moyen-Orient. Les deux questions constituent un tout dont on ne peut résoudre séparément les parties.

23. La base d'une paix juste dans la région commence par le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes occupés et suppose pour le peuple palestinien la restitution de tous ses territoires occupés et le recouvrement de ses droits nationaux inaliénables, y compris son droit au retour dans sa patrie, à l'autodétermination et à l'instauration d'un Etat indépendant en Palestine, conformément à la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale — ce qui suppose à son tour l'illégalité et la nullité des mesures adoptées par Israël dans les territoires pa-

lestiniens et arabes occupés, ainsi que l'illégalité et la nullité de l'implantation de colonies dans les territoires palestiniens et dans les autres territoires arabes, leur démantèlement immédiat étant une condition nécessaire à la solution du problème.

24. Comme je le disais dans mon discours à la séance d'ouverture de la sixième Conférence :

“ . . . nous ne sommes pas fanatiques. Le mouvement révolutionnaire s'est toujours éduqué dans la haine à l'égard de la discrimination raciale et des pogroms de toute sorte et, du fond de nos âmes, nous condamnons de toutes nos forces la persécution impitoyable et le génocide que le nazisme a déclenchés à l'époque contre le peuple juif. Mais je n'arrive pas à me souvenir de quelque chose de plus ressemblant dans notre histoire contemporaine à l'expulsion, à la persécution et au génocide que réalisent aujourd'hui l'impérialisme et le sionisme contre le peuple palestinien. Dépouillés de leurs terres, expulsés de leur patrie, dispersés à travers le monde, poursuivis et assassinés, les héroïques Palestiniens constituent un exemple impressionnant d'abnégation et de patriotisme, et sont le vivant symbole du plus grand crime de notre époque ” [Voir A/34/542, annexe, p. 264.]

25. Qui pourrait s'étonner que la Conférence se soit vue contrainte, pour des raisons ne découlant d'aucun préjugé politique mais simplement de l'analyse objective des faits, de signaler que la politique des Etats-Unis joue un rôle essentiel pour empêcher l'établissement d'une paix juste et globale dans la région, dans la mesure où les Etats-Unis s'alignent sur Israël, le soutiennent, manœuvrent pour des solutions partielles favorables aux visées sionistes et garantissant les acquis de l'agression israélienne au détriment du peuple arabe palestinien et de toute la nation arabe ?

26. Les faits — et les faits seuls — ont conduit la Conférence à condamner la politique et les manœuvres des Etats-Unis dans la région.

27. Lorsque les chefs d'Etat ou de gouvernement sont convenus, par consensus, de condamner les accords de Camp David et le Traité égypto-israélien de mars 1979 [ibid., annexe, sect. VI A, résolutions 2 et 3], il y avait derrière cette formulation de longues heures d'examen attentif et d'échanges de vues fructueux qui ont permis à la Conférence de considérer ces traités, non seulement comme un abandon total de la cause des pays arabes mais aussi comme un acte de complicité avec l'occupation continue des territoires arabes. Les qualificatifs sont durs, mais vrais et justes. Ce n'est pas le peuple égyptien qui a été jugé par les organes du mouvement des pays non alignés. Le peuple égyptien peut être assuré du respect de chacun de nos pays et de la solidarité de tous nos peuples. Les voix qui se sont élevées pour dénoncer les accords de Camp David et le Traité égypto-israélien ont en même temps fait l'éloge de Gamal Abdel Nasser, fondateur du mouvement et héraut des traditions combattives de la nation arabe. Personne n'a méconnu, ni ne méconnaîtra, le rôle historique qu'a joué l'Egypte dans la culture et dans le développement arabe, ni ses mérites en tant que fondatrice et animatrice des pays non alignés.

28. Les problèmes du Sud-Est asiatique ont également occupé l'attention de la Conférence. Les conflits croissants et les tensions qui y ont eu lieu constituent une menace à la paix qu'il faut éliminer.

² Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro.

29. La sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement a exprimé des préoccupations analogues en ce qui concerne la situation de l'océan Indien. La Déclaration faisant de cette région une zone de paix, adoptée voici déjà huit ans par l'Assemblée générale [résolution 2832 (XXVI)], n'a pas atteint ses objectifs. La présence militaire, loin de diminuer, se renforce dans cette région. Les bases militaires s'étendent maintenant jusqu'à l'Afrique du Sud et servent, en outre, à surveiller les mouvements de libération africains. Les conversations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sont suspendues en dépit des accords récents entre les deux pays pour en envisager la reprise. C'est pourquoi la sixième Conférence a invité tous les Etats intéressés à s'employer à l'application effective de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.

30. La sixième Conférence a analysé d'autres problèmes d'intérêt régional et mondial, comme ceux qui touchent la sécurité et la coopération en Europe; le problème de la Méditerranée, les tensions qui y subsistent, aggravées maintenant en raison de la politique d'agression pratiquée par Israël et du soutien que lui accordent certaines puissances impérialistes. La Conférence s'est arrêtée sur la situation de Chypre, encore occupée partiellement par des troupes étrangères, et de la Corée, encore divisée malgré les aspirations du peuple coréen à voir sa patrie réunifiée pacifiquement, ce qui a conduit les pays non alignés à réaffirmer et à élargir les résolutions solidaires tendant à la réalisation des aspirations des peuples de ces deux pays.

31. Il serait impossible de citer ici toutes les décisions politiques de la sixième Conférence. Cela nous empêcherait d'aborder ce que nous considérons comme un des points essentiels de cette conférence, à savoir sa conception économique, la clameur des peuples en voie de développement, fatigués de leur retard et des souffrances qui en découlent. Cuba, en tant que pays hôte, remettra à tous les pays membres de la communauté internationale la Déclaration finale et les résolutions additionnelles de la Conférence. Mais que l'Assemblée permette qu'avant de lui expliquer comment les pays non alignés envisagent la situation économique mondiale, quelles sont leurs revendications, quels sont leurs espoirs, je la retienne encore quelques instants pour porter à sa connaissance la manière dont la Déclaration finale envisage les questions latino-américaines actuelles.

32. Le fait que la sixième Conférence se soit tenue dans un pays latino-américain a permis aux chefs d'Etat ou de gouvernement qui s'y sont réunis de rappeler que les premières luttes des peuples de cette région pour accéder à l'indépendance remontent au début du XIX^e siècle. Mais ils n'ont pas oublié non plus, comme le dit la Déclaration que "l'Amérique latine était l'une des régions du monde qui, au cours de l'histoire, a le plus souffert de l'agression de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme nord-américains et européens" [voir A/34/542, annexe, sect. I, par. 157].

33. Les participants à la Conférence se sont vus contraints de souligner qu'il existe encore des survivances du colonialisme, du néo-colonialisme et de l'oppression nationale dans cette terre de lutte. C'est pourquoi la Conférence s'est prononcée pour l'élimination du colonialisme, sous toutes ses formes et manifestations; elle a condamné l'existence de bases militaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, comme les bases de Cuba et de Porto Rico, et elle a exigé, encore une fois, que la partie

de leurs territoires occupés par ces bases contre la volonté de leurs peuples leur soit rendue par les Gouvernements des Etats-Unis et des autres puissances coloniales.

34. L'expérience d'autres régions a conduit les chefs d'Etat ou de gouvernement à rejeter et à condamner la tentative de créer dans les Caraïbes une prétendue "force de sécurité", mécanisme néo-colonial incompatible avec la souveraineté, la paix et la sécurité des pays.

35. En demandant la restitution des îles Malvinas à la République argentine, en réitérant son appui au droit inaliénable du peuple de Belize à l'autodétermination, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale, la Conférence a confirmé encore une fois ce que sa déclaration a défini comme la "politique du non-alignement". Elle a pris note, en s'en félicitant, du fait que les traités relatifs au canal de Panama, conclus entre la République du Panama et les Etats-Unis, entreraient en vigueur le 1^{er} octobre; elle a totalement appuyé ces traités; elle a exigé qu'ils soient respectés dans leur lettre et dans leur esprit, et elle a prié tous les Etats du monde d'adhérer au Protocole du Traité concernant la neutralité permanente du canal de Panama.

36. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, en dépit des pressions, des menaces et des flatteries, en dépit de l'obstination du Gouvernement des Etats-Unis à exiger que les problèmes de Porto Rico soient considérés comme des problèmes internes des Etats-Unis, ont réitéré leur solidarité avec la lutte du peuple portoricain et avec son droit inaliénable à l'autodétermination, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale, et ils ont exhorté le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à s'abstenir de toute manœuvre politique ou répressive qui tiendrait à perpétuer la situation coloniale de ce pays.

37. Il ne pouvait y avoir de plus grand hommage aux traditions libératrices de l'Amérique latine et à l'héroïque peuple portoricain, qui a fêté ces jours-ci le "Cri de Lares" par lequel, voilà plus d'un siècle, il a signifié sa vocation irréprouvable à la liberté.

38. Passant en revue la réalité latino-américaine, les chefs d'Etat ou de gouvernement, qui avaient déjà analysé l'importance du processus libérateur en Iran, se devaient de mentionner le bouleversement révolutionnaire à la Grenade et l'extraordinaire victoire du peuple nicaraguayen et de son avant-garde, le Front sandiniste de libération nationale. Ils se devaient aussi de souligner l'énorme importance historique que représente ce fait pour les peuples d'Amérique latine et du monde entier. Ils ont souligné, en outre, quelque chose qui marque un fait nouveau dans les relations latino-américaines et qui est un exemple pour d'autres régions du monde : la solidarité et l'union dans lesquelles ont agi les Gouvernements du Panama, du Costa Rica et du Mexique ainsi que les pays du Pacte sous-régional andin — la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela — pour régler dans la justice le problème du Nicaragua; ils ont relevé aussi la solidarité dont Cuba a toujours fait preuve avec ce peuple.

39. J'avoue que cette manière de concevoir les problèmes d'Amérique latine aurait suffi, aux yeux du peuple cubain, à justifier tous les efforts consentis et toutes les peines prises par des centaines de milliers d'hommes et de femmes de notre pays pour s'assurer que Cuba reçoive dignement les pays frères du mouvement non aligné à la Conférence de La Havane. Mais ce ne fut pas tout pour Cuba : il y a une chose pour laquelle nous tenons à exprimer notre reconnaissance, ici, à la tribune des Nations

Unies, au nom de notre peuple. A La Havane, le peuple cubain a été soutenu par la Conférence dans son droit de choisir le système politique et social pour lequel il a opté, dans ses revendications sur le territoire occupé par la base navale de Guantánamo et dans sa condamnation du blocus par lequel le Gouvernement des Etats-Unis persiste à vouloir isoler et rêve de détruire la Révolution cubaine.

40. Nous apprécions à sa juste valeur, dans son sens profond et dans son retentissement universel, la dénonciation que vient de faire le mouvement des pays non alignés à La Havane des actes hostiles, des pressions et des menaces des Etats-Unis à l'encontre de Cuba, qui ont été qualifiés de violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international, ainsi que de menace à la paix mondiale. Nous redisons encore une fois à nos frères et nous assurons la communauté universelle que Cuba restera fidèle aux principes de la solidarité internationale.

41. L'histoire nous enseigne que l'accession à l'indépendance, pour un peuple qui se libère du système colonial ou néo-colonial, est à la fois le dernier acte d'une longue lutte et le premier d'une nouvelle et difficile bataille. Car l'indépendance, la souveraineté et la liberté de nos peuples, apparemment libres, sont continuellement menacées par la mainmise de l'extérieur sur leurs ressources naturelles, par les diktats financiers d'organismes internationaux officiels et par la situation précaire de leurs économies qui porte atteinte à la plénitude de leur souveraineté.

42. Ainsi, au tout début de leurs analyses des problèmes économiques mondiaux, les chefs d'Etat ou de gouvernement, d'une part :

« . . . ont de nouveau insisté solennellement sur l'importance vitale de renforcer l'indépendance politique par l'émancipation économique . . . Ils ont de nouveau réitéré que le système économique international en vigueur est contraire aux intérêts fondamentaux des pays en développement, profondément injuste et incompatible avec le développement des pays non alignés et d'autres pays en développement, et ne contribue pas à l'élimination des maux économiques et sociaux qui affectent ces pays . . . » [Voir A/34/542, annexe, sect. IV, par. 4.]

Et, d'autre part, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné :

« . . . la mission historique que le mouvement des pays non alignés doit remplir dans la lutte pour permettre à toutes les nations et à tous les peuples en développement d'accéder à l'indépendance économique et politique, pour exercer sans réserves et de façon permanente leur souveraineté et leur contrôle sur leurs ressources naturelles et sur toutes les autres ressources et activités économiques, et pour promouvoir une restructuration fondamentale de l'économie mondiale grâce à l'instauration du nouvel ordre économique international » [ibid.].

Et ils ont dit également que :

« . . . la lutte pour éliminer l'injustice du système économique international en vigueur et pour instaurer le nouvel ordre économique international fait partie intégrante de la lutte des peuples pour leur libération politique, économique, culturelle et sociale » [ibid., par. 3].

43. Il n'est pas nécessaire de démontrer ici à quel point le système économique international en vigueur est profondément injuste et incompatible avec le développement des pays sous-développés. Les chiffres sont tellement

connus qu'ils deviennent superflus pour nous. On discute pour savoir si le nombre de personnes souffrant de dénutrition sur notre planète s'élève à 400 millions seulement ou s'il atteint de nouveau 450 millions, comme le disent certains documents internationaux; 400 millions d'hommes et de femmes affamés, voilà un chiffre suffisamment accusateur en soi.

44. Ce dont personne ne doute, c'est que tous les espoirs que l'on avait fait miroiter aux yeux des pays en développement ont été déçus et brisés en cette fin de deuxième Décennie pour le développement.

45. Le Directeur général de la FAO a reconnu que :

« . . . les progrès continuent d'être désespérément lents par rapport aux objectifs de développement à plus long terme de la Stratégie internationale du développement, de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration du nouvel ordre économique international ainsi que la résolution de la Conférence mondiale de l'alimentation et de plusieurs conférences postérieures ».

46. La production agricole et alimentaire des pays en développement est loin d'avoir enregistré, ces 10 dernières années, la modeste augmentation annuelle moyenne de 4 p. 100 qui était prévue pour régler quelques-uns des problèmes les plus criants de la faim dans le monde et pour atteindre des niveaux de consommation pourtant encore réduits. Aussi, les importations alimentaires des pays en développement, qui constituent en ce moment un facteur aggravant le déficit de leur balance des paiements, atteindront très bientôt, selon la FAO, de telles proportions qu'ils ne pourront plus y faire face, alors que diminuent les engagements officiels d'aide extérieure à l'agriculture des pays en développement.

47. Il n'y a pas moyen d'embellir ce tableau. Certains documents officiels traduisent parfois des augmentations ponctuelles de la production agricole dans telle ou telle région du monde sous-développé, ou soulignent la hausse conjoncturelle des cours de certains produits agricoles; mais ce sont là des progrès transitoires et des avantages éphémères. Les recettes d'exportations agricoles des pays en développement restent instables et insuffisantes par rapport à leurs besoins d'importation de denrées alimentaires, d'engrais et d'autres produits pour élever leur production. La production d'aliments par habitant en Afrique a diminué en 1977 de 11 p. 100 par rapport à il y a 10 ans.

48. Si le retard se perpétue dans l'agriculture, le processus d'industrialisation n'avance pas non plus. Et il ne peut pas avancer parce que la majorité des pays développés considèrent l'industrialisation des pays en développement comme une menace.

49. A Lima, en 1975, la deuxième Conférence générale de l'ONUDI nous a proposé — à nous, pays en développement — l'objectif d'assurer en l'an 2000 25 p. 100 de tous les articles manufacturés produits dans le monde³. Or les progrès enregistrés depuis Lima sont tellement insignifiants que, si l'on n'accepte pas les mesures proposées par la sixième Conférence de La Havane et que l'on ne met pas en œuvre de toute urgence un programme tendant à modifier la politique économique de la plupart des pays développés, cet objectif lui non plus ne sera pas atteint. Nous n'arrivons même pas à élaborer 9 p. 100 des produits finis du monde.

³ Voir Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (A/10112, chap. IV), par. 28.

50. Notre dépendance s'exprime, une fois de plus, dans le fait que les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine importent 26,1 p. 100 des produits finis entrant dans les échanges commerciaux internationaux, tout en n'en exportant que 6,3 p. 100.

51. On nous dira qu'il existe un certain processus d'expansion industrielle, mais il ne se réalise ni au rythme voulu ni dans les secteurs industriels clefs. La Conférence de La Havane l'a signalé. La redistribution mondiale de l'industrie — ou comme on dit le redéploiement industriel — ne peut consister en une nouvelle confirmation des profondes inégalités économiques héritées de l'époque coloniale du XIX^e siècle. L'on nous avait alors condamnés à être producteurs de matières premières et de produits agricoles bon marché, et maintenant l'on veut utiliser la main-d'œuvre abondante et les salaires de misère des pays en développement pour leur transférer les industries à technologie périmée, industries à la productivité la plus basse et à la pollution la plus élevée. Cela, nous le refusons catégoriquement.

52. Les pays développés à économie de marché absorbent aujourd'hui plus de 85 p. 100 de la production manufacturière mondiale, dont la production industrielle à technologie de pointe. Ils contrôlent également plus de 83 p. 100 des exportations industrielles. Ils écoulent 26 p. 100 de ces exportations vers les pays en développement dont ils monopolisent les marchés. Le plus grave de cette structure dépendante, c'est que ce que nous importons — c'est-à-dire à la fois les biens d'équipement et les biens de consommation — est élaboré selon les exigences, les besoins et la technologie des pays à plus grand développement industriel et selon les modèles de la société de consommation, qui s'introduit ainsi par les fentes de notre commerce, contamine notre société et ajoute ainsi un nouvel élément à la crise structurelle devenue d'ores et déjà permanente.

53. Aussi, comme l'ont noté les chefs d'Etat ou de gouvernement à La Havane, le fossé existant entre les pays développés et les pays en développement non seulement persiste mais s'est considérablement creusé. La participation relative des pays en développement à la production mondiale a considérablement diminué ces 20 dernières années, ce qui se traduit par des retombées encore plus désastreuses sur des problèmes comme la malnutrition, l'analphabétisme et les mauvaises conditions sanitaires.

54. Certains voudraient régler le tragique problème de l'humanité par des mesures draconiennes qui réduiraient la population. Ils n'oublient pas que la guerre et les épidémies ont contribué jadis à la réduire. Ils vont même plus loin : ils veulent attribuer le sous-développement à l'explosion démographique. Or l'explosion démographique n'est pas la cause, mais la conséquence du sous-développement. Le développement influera à son tour en apportant des solutions à la pauvreté et en faisant en sorte que, grâce à l'éducation et à la culture, les taux de croissance de nos pays deviennent rationnels et adaptés.

55. Un rapport récent de la Banque mondiale signale une perspective encore plus grave. Il est possible, lisons-nous dans ce rapport, qu'au début de l'an 2000 il y ait sur notre planète 600 millions d'habitants qui continuent à vivre dans une misère totale⁴.

⁴ Rapport sur le développement dans le monde, 1979, Banque mondiale (Washington, D. C.), 1979, p. 21.

56. La situation du retard agricole et industriel, à laquelle les pays en développement n'en finissent pas de s'arracher, est sans aucun doute, comme le rapporte la sixième Conférence, le résultat de relations internationales injustes et inégales. Mais, comme le dit encore la Déclaration finale de La Havane, à cela s'est ajoutée la crise prolongée de l'économie internationale.

57. Je ne vais pas m'appesantir longuement sur ce point. Nous précisons pour le moment que les chefs d'Etat ou de gouvernement ont estimé que la crise du système économique international n'est pas une crise de conjoncture, mais un symptôme de plus des disparités structurelles et d'un déséquilibre qui lui sont inhérents; ils ont estimé que ce déséquilibre a été aggravé par le refus des pays développés à économie de marché de limiter leurs déséquilibres extérieurs et leurs taux d'inflation et de chômage élevés; ils ont constaté que l'inflation avait justement pris naissance dans les pays développés qui, aujourd'hui, refusent d'appliquer les seules mesures qui pourraient l'éliminer. Et disons encore, parce que nous y reviendrons et parce qu'il en est aussi question dans la Déclaration de La Havane, que cette crise découle aussi de l'inégalité persistante dans les relations économiques internationales, si bien que supprimer cette inégalité, comme nous le proposons, contribuera à atténuer et à éloigner la crise elle-même.

58. Quelles sont les principales remarques que les représentants du mouvement des pays non alignés ont été contraints de faire à La Havane ?

59. Nous y avons condamné le drainage persistant de ressources humaines et matérielles vers une course aux armements improductive, dilapidatrice et dangereuse pour l'humanité, et nous avons exigé qu'une large part des ressources qui sont utilisées actuellement en armements, notamment par les principales puissances, soient destinées au développement économique et social.

60. Nous avons exprimé notre profonde préoccupation devant les progrès insignifiants enregistrés dans les négociations menées pour l'application de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)]. Nous avons pris note que cela était dû à l'absence de volonté politique de la plupart des pays développés et nous avons expressément censuré les tactiques d'obstruction, de diversion et de division adoptées par ces pays. L'échec de la cinquième session de la CNUCED a servi à mettre en relief cette situation.

61. Nous avons pris note que l'échange inégal dans les relations économiques internationales, considéré comme une caractéristique essentielle du système, est devenu, si tant est que cela puisse se faire, encore plus inégal. Alors que les cours des articles manufacturés, des biens d'équipement, des produits alimentaires et des services que nous importons des pays développés ne cessent d'augmenter, le cours des produits de base que nous exportons demeure stationnaire ou fluctue. Les termes de l'échange se sont détériorés. Nous avons insisté sur le fait que le protectionnisme, l'un des facteurs qui avaient aggravé la grande dépression des années 30, avait été réintroduit par certains pays développés. La Conférence a déploré que les pays développés membres du GATT n'aient pas tenu compte, lors des négociations, des intérêts et des préoccupations des pays en développement, notamment des pays les moins avancés.

62. La Conférence a également dénoncé le fait que certains pays développés recourent de façon croissante à la

subvention de leur production intérieure au détriment de produits présentant un intérêt pour les pays en développement, ce qui porte préjudice à ces derniers.

63. La Conférence a déploré les insuffisances du système généralisé de préférences sur le plan tant de la portée que du fonctionnement et a condamné, dans cet esprit, les restrictions discriminatoires que prévoit la loi des Etats-Unis sur le commerce extérieur, ainsi que la position inflexible maintenue par certains pays développés, ce qui a empêché tout accord sur ces problèmes à la cinquième CNUCED.

64. Nous avons exprimé notre préoccupation devant la détérioration constante de la situation monétaire internationale. L'instabilité du cours des grandes monnaies de réserve et d'inflation, qui accentuent le déséquilibre de la situation économique mondiale, créent des difficultés nouvelles aux pays en développement, diminuent la valeur réelle de leurs recettes d'exportation et réduisent celle de leurs réserves en devises. Nous avons signalé, comme facteur négatif, la croissance désordonnée des liquidités internationales, essentiellement sous forme de dollars des Etats-Unis dévalués et d'autres monnaies de réserve. Nous avons pris acte que, tandis que l'inégalité des relations économiques internationales entraînait un gonflement de la dette extérieure accumulée par les pays en développement, laquelle dépasse 300 milliards de dollars, les organismes financiers internationaux et les banques privées renchérisaient leur taux d'intérêt, raccourcissaient les délais d'amortissement des prêts et étouffaient ainsi financièrement les pays en développement, tout cela constituant, comme l'a dénoncé la Conférence, un élément de pression utilisé dans les négociations, ce qui leur permet d'obtenir de nouveaux avantages politiques et économiques au détriment de nos pays.

65. La Conférence a pris note des manœuvres néocolonialistes visant à empêcher les pays en développement d'exercer leur pleine souveraineté permanente et effective sur leurs ressources naturelles, et elle a réaffirmé ce droit. Aussi, a-t-elle soutenu les pays en développement producteurs de matières premières qui s'efforcent d'obtenir des prix justes et rémunérateurs pour leurs exportations et cherchent à améliorer, en valeurs réelles, les recettes d'exportation qu'ils en tirent.

66. D'autre part, la Conférence s'est attachée plus que jamais à consolider les relations économiques et, plus que jamais, s'est penchée sur le transfert des sciences et des techniques entre les pays en développement. Le concept de ce que nous pourrions appeler l'"autonomie collective", autrement dit l'appui mutuel et la coopération entre pays en développement, pour que ces derniers dépendent d'abord de leurs propres forces collectives, revêt, dans la Déclaration de La Havane, une importance sans précédent. Cuba, en tant que président du mouvement et pays coordonnateur, se propose de déployer, de concert avec le Groupe des Soixante-Dix-Sept, tous les efforts nécessaires pour faire avancer le Programme d'action en matière de coopération économique élaboré par la Conférence [A/34/542, annexe, sect. V].

67. Nous ne concevons pourtant pas cette "autonomie collective" comme quelque chose d'approchant, fût-ce de loin, de l'autarcie. Nous la voyons plutôt comme un facteur des relations internationales qui mettrait en jeu toutes les ressources et toutes les possibilités de cette partie considérable et importante de l'humanité que représentent les pays en développement, pour l'insérer dans le flot général de l'économie et des ressources qui, de leur côté,

pourraient être mobilisées tant par le camp capitaliste que par les pays socialistes.

68. La sixième Conférence a condamné les tentatives faites par certains pays développés pour exploiter la question de l'énergie en vue de diviser les pays en développement.

69. Le problème de l'énergie ne peut être envisagé que dans son contexte historique, en tenant compte, d'une part, du fait que les modèles de consommation de certains pays développés ont conduit à une dilapidation des hydrocarbures et en signalant, d'autre part, le rôle spoliateur des sociétés transnationales qui ont profité, tout récemment encore, d'approvisionnements d'énergie à bon marché, qu'ils ont utilisés de manière irresponsable. Les sociétés transnationales exploitent simultanément les producteurs et les consommateurs et en obtiennent des profits injustifiés, tout en prétendant imputer la responsabilité de la situation actuelle aux pays en développement exportateurs de pétrole.

70. Qu'on me permette de rappeler que, dans mon discours d'ouverture de la Conférence, j'ai signalé la situation angoissante des pays en développement non producteurs de pétrole, en particulier des moins avancés, et que j'ai exprimé la certitude que les pays non alignés producteurs de pétrole trouveraient des formules qui contribueraient à soulager la situation défavorable de ces pays déjà touchés par l'inflation mondiale et par l'échange inégal, et affectés par de sérieux déficits dans leurs balances des paiements et par un gonflement considérable de leur dette extérieure. Mais cela n'exclut pas la responsabilité fondamentale des pays développés, de leurs monopoles et de leurs entreprises transnationales.

71. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, envisageant de la sorte le problème de l'énergie, ont signalé que celui-ci devrait faire l'objet de discussions dans le cadre des négociations globales qui ont lieu à l'Organisation des Nations Unies, avec la participation de tous les pays, et dans le cadre également du problème de l'énergie et de tous les autres problèmes de développement, des réformes financière et monétaire, du commerce mondial et des matières premières, de façon à procéder à une analyse globale des aspects liés à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

72. Cette analyse des principaux problèmes qui affectent les pays en développement dans le domaine économique mondial ne pouvait pas manquer de comporter le fonctionnement des sociétés transnationales. Une fois de plus, leurs politiques et leurs pratiques ont été déclarées inacceptables. Elles ont été accusées d'épuiser, en quête de profits, les ressources, de saboter l'économie et d'attenter à la souveraineté des pays en développement, de porter atteinte au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de violer les principes de la non-ingérence dans les affaires des Etats, d'avoir fréquemment recours à la concussion, à la corruption et à d'autres pratiques indésirables par lesquelles elles cherchent à subordonner et subordonnent les pays en développement aux pays industrialisés.

73. Devant les progrès insuffisants accomplis dans les travaux des Nations Unies en vue de rédiger un code de conduite qui réglera les activités des sociétés transnationales, la Conférence a réaffirmé qu'il est urgent d'achever rapidement ces travaux pour fournir à la communauté internationale un instrument juridique qui lui serve tout au moins à surveiller et à réglementer les activités des entreprises transnationales, conformément aux objectifs et aux aspirations des pays en développement.

74. En énumérant tous les facteurs qui exercent une influence négative sur la situation internationale des pays en développement, la sixième Conférence a particulièrement attiré l'attention sur les problèmes qui s'amoncellent sur les pays en développement les moins avancés et les moins avantagés, sur les pays sans littoral et ceux de l'arrière-pays qui sont isolés, et a demandé que des mesures spéciales et urgentes soient prises afin d'atténuer cette situation.

75. Tel est le panorama peu optimiste, plutôt sombre et démoralisant, qu'avaient devant eux les pays membres du mouvement non aligné quand ils se sont réunis à La Havane.

76. Mais les pays non alignés ne se sont pas laissés aller à la frustration ou à l'exaspération, ce qui aurait été cependant explicable. Tout en élaborant des conceptions stratégiques leur permettant de poursuivre la lutte, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré leurs demandes et défini leurs positions.

77. Le premier objectif fondamental de notre lutte est de réduire, jusqu'à l'élimination complète, l'échange inégal qui prévaut actuellement et qui fait du commerce international un facteur assurant encore mieux la spoliation de nos richesses. Aujourd'hui, une heure de travail dans les pays développés s'échange contre 10 heures de travail dans les pays sous-développés.

78. Les pays non alignés réclament qu'une sérieuse attention soit accordée au Programme intégré pour les produits de base⁵, qui a été jusqu'à présent manipulé et escamoté dans les négociations dites Nord-Sud. Ils demandent également que le fonds commun, prévu en tant qu'instrument de stabilisation pour établir une correspondance permanente entre les cours de leurs produits et ceux de leurs importations, et qui a à peine pu commencer à se mettre en place, reçoive un élan réel. Cette correspondance, qui lie d'une manière permanente les prix des produits d'exportation de nos pays à ceux des équipements de base, à ceux des produits industriels, des matières premières et des techniques qu'ils importent des pays développés, constitue un pivot essentiel de toutes les négociations économiques futures.

79. Les pays en développement exigent que les pays responsables de l'inflation et qui l'accroissent par leur politique prennent les mesures pertinentes pour la freiner, cessant ainsi d'aggraver les conséquences d'un échange inégal.

80. Les pays en développement exigent — et ils continueront de lutter en ce sens — que les articles industriels de leurs économies naissantes aient accès aux marchés des pays développés; que soit éliminé le protectionnisme vicieux réintroduit dans l'économie internationale et qui menace de nous conduire de nouveau à une guerre économique néfaste; et que soit appliqué dans son ensemble, sans fictions trompeuses et sur une base réciproque, le système généralisé de préférences, en vue de permettre l'essor de leurs jeunes industries, sans qu'elles soient écrasées sur le marché mondial par les ressources techniques supérieures des économies développées.

81. Les pays non alignés estiment que les négociations sur le droit de la mer, qui sont sur le point d'aboutir, ne peuvent servir, comme le prétendent certains pays déve-

loppés, à consacrer le déséquilibre existant dans les ressources marines; ils estiment, au contraire, qu'elles doivent être le moyen de le rectifier dans le sens de l'égalité. La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a servi, une fois de plus, à mettre en lumière l'arrogance et la volonté impérialiste de certains pays qui, plaçant leurs possibilités techniques avant l'esprit de compréhension et d'entente réclamé par les pays en développement, menacent de procéder unilatéralement à des activités d'extraction dans les fonds marins.

82. La dette des pays en développement atteint déjà 335 milliards de dollars. On calcule que le montant total du service de la dette extérieure, pour nos pays, s'élève à plus de 40 milliards par an, soit plus de 20 p. 100 de nos exportations annuelles. Par ailleurs, le revenu moyen par habitant des pays développés est actuellement 14 fois supérieur à celui des pays sous-développés. Cette situation est devenue intenable.

83. Les pays en développement ont besoin de nouveaux systèmes de financement qui leur permettent de recevoir les ressources financières nécessaires au développement soutenu et indépendant de leurs économies. Ce financement doit être à long terme et à un taux d'intérêt faible. L'utilisation de ces ressources financières doit être laissée au libre arbitre des pays en développement afin que ces derniers puissent établir dans leurs économies le système de priorités correspondant à leurs programmes de développement industriel et que ces ressources financières ne soient pas absorbées, comme c'est le cas actuellement, par les sociétés transnationales, qui en profitent en outre, sous prétexte de la prétendue contribution financière au développement, pour aggraver le déséquilibre de nos économies et porter au maximum les bénéfices qu'elles tirent de l'exploitation des ressources des pays.

84. Les pays en développement et, en leur nom, le mouvement des pays non alignés, réclament qu'une part importante des immenses ressources que l'humanité gaspille aujourd'hui dans la course aux armements soit consacrée au développement, ce qui contribuera en même temps à éloigner le spectre de la guerre et à faciliter l'amélioration de la situation internationale.

85. Les pays non alignés, exprimant la position de tous les pays en développement, demandent la mise en place d'un nouveau système monétaire international qui empêche les fluctuations désastreuses affectant aujourd'hui les monnaies dominantes de l'économie internationale et, en particulier, le dollar des Etats-Unis. Le désordre financier touche davantage les pays en développement, qui aspirent à avoir le droit de parole et de décision dans l'élaboration du nouveau système monétaire mondial, en tant que représentants du plus grand nombre de pays de la communauté internationale et de plus d'un milliard et demi d'hommes et de femmes.

86. En résumé, l'échange inégal ruine nos peuples. Il doit cesser !

87. L'inflation importée ruine nos peuples. Elle doit cesser !

88. Le protectionnisme ruine nos peuples. Il doit cesser !

89. Le déséquilibre qui existe dans l'exploitation des ressources de la mer est abusif. Il doit être aboli !

90. Les ressources financières que reçoivent les pays en développement sont insuffisantes. Elles doivent être augmentées !

⁵ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.II.D.10), première partie, sect. A, résolution 93 (IV).

91. Les dépenses d'armement sont irrationnelles. Elles doivent cesser et les fonds ainsi libérés doivent servir à financer le développement !

92. Le système monétaire international en vigueur aujourd'hui est en faillite. Il doit être remplacé !

93. Les dettes des pays relativement moins développés et dans une situation désavantageuse sont insupportables et sans issue. Elles doivent être annulées !

94. L'endettement écrase économiquement les autres pays en développement. Il doit être allégé !

95. L'abîme économique entre les pays développés et les pays qui veulent se développer, au lieu de se combler, se creuse. Il doit disparaître !

96. Voilà les revendications des pays sous-développés.

97. Se pencher sur ces revendications, dont certaines ont été présentées systématiquement par les pays en développement dans les réunions internationales, grâce au Groupe des Soixante-Dix-Sept et au mouvement des pays non alignés, permettrait d'amorcer dans la situation économique internationale un changement de direction qui offrirait aux pays en développement les conditions institutionnelles propices à des programmes qui les placeraient définitivement sur la voie du développement.

98. Mais même si toutes ces mesures étaient appliquées, même si toutes les erreurs et tous les vices du système actuel de relations internationales étaient corrigés, il manquerait encore un élément décisif aux pays sous-développés : le financement extérieur.

99. Tous les efforts nationaux, tous les sacrifices que les peuples des pays en développement consentent et sont prêts à consentir, toutes les possibilités d'accroître leur potentiel économique qu'ils retireraient de la suppression de l'inégalité entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation et de l'amélioration des conditions de leur commerce extérieur, ne suffiraient pourtant pas. Vu leur situation financière réelle et actuelle, ces pays ont besoin, en outre, de ressources en quantité suffisante pour leur permettre, à la fois, de régler leurs dettes et d'engager les dépenses énormes qu'exige, à l'échelle mondiale, le développement.

100. Là aussi, les chiffres sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les répéter. La sixième Conférence a montré sa préoccupation face au fait que la dette des pays sous-développés est pratiquement insupportable et, qui plus est, qu'elle se gonfle chaque année à un rythme que nous pouvons qualifier de galopant. Et les données contenues dans le dernier rapport annuel de la Banque mondiale, publié au moment même où se déroulait la Conférence de La Havane, confirment que la situation ne cesse d'empirer. Rien qu'en 1978, la dette publique extérieure de 96 pays en développement s'est accrue d'environ 51 milliards de dollars⁶, rythme qui a porté la dette extérieure aux chiffres astronomiques que j'ai mentionnés tout à l'heure. Nous ne pouvons pas nous résigner à une situation aussi sombre !

101. Les économistes les plus réputés, tant les économistes occidentaux que ceux qui se réclament des conceptions marxistes, admettent que la manière dont opère le système d'endettement international des pays en développement est complètement irrationnelle et que si ce système était maintenu, il risquerait d'aboutir à une brusque inter-

ruption, mettant en danger tout l'équilibre mondial instable et précaire.

102. D'aucuns essaient d'expliquer le fait économique surprenant que les centres bancaires internationaux continuent de transmettre des fonds à des pays qui sont techniquement en faillite, en disant qu'il s'agit d'une contribution généreuse pour aider ces pays à surmonter leurs difficultés économiques. Mais il n'en est rien. En fait, il s'agit d'une opération de sauvetage de l'ordre international capitaliste. En octobre 1978, la Commission des Communautés européennes l'admettait d'une manière édifiante. Elle disait :

« L'équilibre actuel de l'économie mondiale dépend en grande partie du maintien du courant de prêts privés aux pays en développement non producteurs de pétrole . . . à une échelle sans précédent avant 1974, et toute entrave à ce courant mettra cet équilibre en danger. »

103. La faillite financière du monde serait très dure, surtout pour les pays sous-développés ainsi que pour les travailleurs des pays capitalistes développés. Elle affecterait également les économies socialistes les plus stables. Mais il est improbable que le système capitaliste puisse survivre à une telle catastrophe, et il serait difficile d'empêcher que la terrible situation économique qui en découlerait ne déclenche, inévitablement, une conflagration mondiale. On parle déjà de forces militaires spéciales chargées d'occuper les gisements pétroliers et les sources de matières premières.

104. Mais si le devoir de tous est de se préoccuper de ce sombre panorama, c'est le devoir, avant tout, de ceux qui possèdent le plus de richesses et de bien-être matériel.

105. Car, nous, révolutionnaires, après tout, nous ne sommes pas outre mesure effrayés par la perspective d'un monde sans capitalisme.

106. On a proposé de recourir, au lieu de l'esprit d'affrontement, à l'idée d'interdépendance économique mondiale qui permettrait de conjuguer les forces de toutes les économies pour en tirer des bénéfices communs. Mais le concept d'interdépendance n'est acceptable que si l'on admet d'emblée l'injustice intrinsèque et brutale de l'interdépendance actuelle. Les pays en développement refusent qu'on leur propose, au nom de l'"interdépendance", d'accepter l'injuste et arbitraire division internationale du travail, que le colonialisme moderne leur a imposée à partir de la révolution industrielle anglaise et que l'impérialisme a aggravée.

107. Si l'on veut empêcher l'affrontement et la lutte — seule voie qui semble ouverte aux pays en développement, voie qui promet des combats prolongés et difficiles dont personne ne pourrait maintenant prévoir l'ampleur —, il est nécessaire que nous cherchions tous et que nous trouvions des formules de collaboration afin de résoudre les grands problèmes qui, s'il est vrai qu'ils affectent nos peuples, ne peuvent être résolus sans affecter d'une certaine manière les pays les plus développés.

108. Il y a quelques années à peine, nous avons dit que le gaspillage irrationnel de biens matériels et la dilapidation consécutive de ressources économiques auxquels se livre la société capitaliste développée étaient devenus insupportables. Y a-t-il d'autres causes à la dramatique crise de l'énergie qui nous frappe ? Et quels sont ceux qui doivent en payer les pires conséquences sinon les pays sous-développés non pétroliers ?

⁶ Banque mondiale, *Rapport annuel 1979* (Washington, D. C.), 1979, p. 15.

109. Tout le monde convient aujourd'hui de la nécessité de mettre fin au gaspillage des sociétés de consommation. Un document récent de l'ONUDI affirme que "les modes de vie actuels, notamment dans les pays industrialisés, devront peut-être connaître un changement radical et douloureux".

110. Il est évident que les pays en développement ne peuvent espérer — et ils ne l'espèrent pas — que les transformations auxquelles ils aspirent et les financements dont ils ont besoin pourront leur parvenir comme une aumône découlant de simples analyses des problèmes économiques internationaux. Dans ce processus qui implique des contradictions, des luttes et des négociations, les pays non alignés doivent dépendre, avant tout, de leurs propres décisions et de leurs propres efforts.

111. On en a été clairement convaincu à la sixième Conférence. Dans la partie économique de la Déclaration finale, ces chefs d'Etat ou de gouvernement ont convenu qu'il était nécessaire d'opérer dans leurs pays les transformations requises des structures économiques et sociales, car ils estiment que c'est le seul moyen d'éliminer la vulnérabilité actuelle de leur économie et de transformer la croissance purement statistique en un développement véritable. Ce n'est qu'ainsi, reconnaissent les chefs d'Etat, que les peuples seront prêts à payer le prix exigé pour devenir les protagonistes du processus. Comme nous l'avons dit alors : "si le système est socialement juste, les possibilités de survie et de développement économique et social sont incomparablement supérieures" [voir A/34/542, annexe, p. 276]. L'histoire de mon pays en est un exemple irréfutable.

112. La nécessité qui en résulte, et qui est impérieuse, d'apporter une solution au sous-développement nous ramène au problème que nous avons abordé il y a un moment et dont je souhaiterais qu'il soit le dernier que je présente devant cette trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je me réfère au financement international.

113. Un des phénomènes les plus graves, qui va de pair avec l'endettement accéléré des pays en développement, c'est le fait, comme je l'ai dit, que ces pays sont obligés d'employer la plus grande partie de l'argent qu'ils reçoivent de l'extérieur pour éponger le déficit de leur balance commerciale et de leur balance des opérations courantes, contracter de nouvelles dettes et payer les intérêts.

114. Prenons l'exemple des pays en développement non exportateurs de pétrole dont j'ai évoqué la situation à la Conférence de La Havane. Rien qu'au cours de ces six dernières années, le déficit accumulé de leur balance de paiements dépasse 200 milliards de dollars.

115. Devant un tel tableau, les investissements dont les pays en développement ont besoin sont énormes, et ils en ont besoin précisément et avant tout, presque sans exception, dans des domaines et des branches de faible rentabilité qui n'attirent pas les investisseurs et les bailleurs de fonds privés étrangers.

116. Augmenter la production de denrées alimentaires en vue de nourrir ces 450 millions de personnes dont nous avons parlé exigerait la préparation de nouvelles ressources en terres et en eau. Selon des calculs spécialisés, la superficie totale des terres cultivées dans les pays en développement devrait augmenter de 76 millions d'hectares au cours des 10 prochaines années, et les terres irriguées de plus de 10 millions.

117. Il faudrait remettre en état les ouvrages d'irrigation sur 45 millions d'hectares. Aussi, les calculs les plus modestes admettent-ils que l'aide financière internationale — et nous parlons de l'aide, non du flux total de ressources — doit atteindre annuellement 8 à 9 milliards de dollars, de façon que l'agriculture puisse s'accroître à un rythme de 3.5 à 4 p. 100 dans les pays en développement.

118. Pour ce qui est de l'industrialisation, les calculs dépassent, et de loin, ces prévisions. La deuxième Conférence générale de l'ONUDI, fixant à sa réunion de Lima les objectifs dont nous avons parlé, a signalé que le financement devrait être le nerf de la politique internationale de développement et atteindre vers l'an 2000 entre 450 et 500 milliards de dollars annuels, dont un tiers — soit 150 à 160 milliards — correspondant au flux extérieur.

119. Mais le développement ce n'est pas seulement l'agriculture et l'industrialisation. Le développement c'est, avant tout, l'être humain qui doit être le protagoniste et la raison d'être de tout effort dans ce sens. Pour prendre l'exemple de Cuba, je signalerai qu'au cours des cinq dernières années notre pays a investi en constructions pour l'enseignement une moyenne de presque 200 millions de dollars par an. En constructions et en achat d'équipement pour la santé publique, il a investi une moyenne de 40 millions de dollars par an. Or Cuba n'est que l'un des quelques 100 pays en développement et l'un des plus petits du point de vue de la superficie et de la population. Nous pouvons donc calculer que les pays en développement auront besoin, dans les domaines de l'enseignement et de la santé publique, de plusieurs dizaines de milliards de dollars de plus annuellement pour rattraper leur retard.

120. Tel est le grand problème auquel nous devons faire face. Or ce n'est pas seulement notre problème, ce n'est pas seulement le problème des pays victimes du sous-développement ou d'un développement insuffisant. C'est un problème pour la communauté internationale tout entière.

121. On a répété plus d'une fois que nous avons été poussés au sous-développement par la colonisation et la néo-colonisation impérialistes. Nous aider à sortir du sous-développement est donc, en première instance, une obligation historique et morale pour ceux qui ont tiré profit du pillage de nos richesses et de l'exploitation de nos hommes et de nos femmes pendant des dizaines d'années, peut-être pendant des siècles. Mais c'est en même temps la tâche de l'humanité tout entière et c'est bien ainsi que la sixième Conférence en a pris acte.

122. Les pays socialistes n'ont pas participé au pillage du monde et ne sont pas responsables du phénomène du sous-développement. Néanmoins, cette obligation de nous aider à le surmonter, ils la comprennent et l'assument, conformément à la nature de leur système social où la solidarité internationaliste est une prémisse.

123. De même, quand le monde espère que les pays en développement producteurs de pétrole contribuent aussi au flux international de ressources qui grossira le financement extérieur pour le développement, il ne le fait pas en fonction d'obligations et de devoirs historiques que personne ne pourrait leur imposer, mais comme un espoir et comme un devoir de solidarité entre pays sous-développés. Les grands pays exportateurs de pétrole doivent prendre conscience de leurs responsabilités.

124. Même les pays en développement jouissant d'un niveau plus élevé doivent apporter leur contribution. Cuba, qui ne parle pas ici au nom de ses intérêts et ne défend pas un objectif national, est prêt à contribuer, dans la mesure de ses forces, en envoyant des milliers ou des dizaines de milliers de coopérants : médecins, enseignants, ingénieurs agronomes, ingénieurs hydrauliciens, ingénieurs mécaniciens, économistes, techniciens moyens, ouvriers qualifiés et autres.

125. Il est donc temps de nous atteler en commun à la tâche qui consiste à tirer des peuples entiers, des centaines de millions d'êtres humains, du retard, de la misère, de la dénutrition, de la maladie, de l'analphabétisme, qui les empêchent de jouir pleinement de la dignité et de l'orgueil de se dire des hommes. Il faut donc organiser les ressources pour le développement, et c'est là notre obligation commune.

126. Il y a tant de fonds spéciaux, multilatéraux, publics et privés, dont l'objectif est de contribuer à tel ou tel aspect du développement, qu'il soit agricole ou industriel, ou qu'il s'agisse de compenser les déficits des balances des paiements, qu'il ne m'est pas facile, en portant à la connaissance de la trente-quatrième session de l'Assemblée générale les problèmes économiques discutés à la sixième Conférence, de formuler une proposition concrète pour l'établissement d'un nouveau fonds.

127. Mais il ne fait aucun doute que le problème du financement doit être discuté à fond et dans toute son étendue, afin d'y apporter une solution. Outre les ressources déjà canalisées par les différentes banques, les organismes de crédit, les organismes internationaux et les organes financiers privés, il nous faut discuter et décider comment, au seuil de la prochaine décennie des Nations Unies pour le développement, inclure dans sa stratégie cette contribution additionnelle de 300 milliards de dollars, au minimum, en valeurs réelles de 1977, distribués en tranches annuelles non inférieures à 25 milliards dès les premières années, afin de les investir dans les pays sous-développés. Cette aide doit se traduire en dons et en crédits sans conditions léonines, à long terme et à taux d'intérêt minimes.

128. Il est indispensable de mobiliser ces fonds additionnels, comme contribution du monde développé et des pays possédant des ressources au monde sous-développé, ces 10 prochaines années. Si nous voulons la paix, ces ressources seront nécessaires. Sans ressources pour le développement, il n'y aura pas de paix.

129. Certains penseront que c'est beaucoup demander; je pense que ce chiffre est encore modeste. Selon les statistiques, comme je l'ai dit en inaugurant la sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, le monde investit chaque année plus de 300 milliards de dollars en dépenses militaires. Avec 300 milliards de dollars, on pourrait construire en un an 600 000 écoles pouvant recevoir 400 millions d'enfants; ou 60 millions de logements confortables pour 300 millions de personnes; ou 30 000 hôpitaux équipés de 18 millions de lits; ou 20 000 usines pouvant employer plus de 20 millions de travailleurs; ou irriguer 150 millions d'hectares de terre qui, avec les moyens techniques adéquats, pourraient alimenter 1 milliard de personnes. Voilà ce que gaspille l'humanité tous les ans dans le domaine militaire. Sans parler de l'énorme quantité de ressources humaines en pleine jeunesse, de ressources scientifiques et techniques, du combustible, des matières premières et d'autres biens. Voilà le prix fabuleux qu'il faut payer parce qu'il ne règne

pas dans le monde un véritable climat de paix et de confiance.

130. Les Etats-Unis dépenseront à eux seuls en activités militaires, durant la décennie de 1980, six fois cette somme.

131. Nous demandons pour 10 ans de développement moins que ce que les ministères de la guerre dépensent en un an et bien moins du dixième de ce qui sera dépensé en 10 ans à des fins militaires.

132. Cette demande pourra sembler irrationnelle à certains; mais ce qui est vraiment irrationnel, c'est la folie de notre époque et les risques qui pèsent sur l'humanité.

133. L'énorme responsabilité d'étudier, d'organiser et de répartir ces ressources doit incomber totalement à l'Organisation des Nations Unies. C'est la communauté internationale elle-même qui doit se charger de gérer ces fonds dans des conditions d'égalité absolue pour chacun des pays, qu'ils soient bailleurs de fonds ou bénéficiaires, sans conditions politiques et sans que le montant des dons ait quelque chose à voir avec le pouvoir de vote pour décider de l'opportunité des prêts et de la destination des fonds.

134. Bien que le montant des ressources doive être évalué en termes financiers, il ne doit pas se limiter à cela. Il peut se composer également d'équipements, d'engrais, de matières premières, de combustible, d'usines clés en main, évalués selon les termes du commerce international. L'aide en personnel technique et la formation de techniciens doivent également être comptabilisées comme une contribution.

135. Nous sommes convaincus que si le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies — assisté du Président de l'Assemblée, mettant en jeu le prestige et le poids de l'Organisation, bénéficiant en outre et d'emblée du soutien que les pays en développement et, plus encore, le Groupe des Soixante-Dix-Sept donneraient à cette initiative —, réunissant tous les facteurs dont nous avons fait mention pour amorcer des discussions dans lesquelles il n'y aurait pas de place pour l'antagonisme dit "Nord-Sud" ni pour le prétendu antagonisme "Est-Ouest", mais auxquelles assisteraient toutes les forces mues par une tâche commune, par un devoir commun et par un espoir commun, cette idée que nous présentons maintenant devant l'Assemblée générale pourrait être couronnée de succès. Parce qu'il ne s'agit pas d'un projet dont bénéficieraient seuls les pays en développement : toutes les nations en bénéficieraient.

136. En tant que révolutionnaires, nous ne craignons pas l'affrontement. Nous avons foi en l'histoire et dans les peuples. Mais, en tant que porte-parole et interprètes des sentiments de 95 pays, nous avons la responsabilité de lutter pour la collaboration entre les peuples. Et de cette collaboration, si elle se réalise sur des bases nouvelles et justes, tous les pays qui constituent aujourd'hui la communauté internationale bénéficieront, et bénéficiera particulièrement la paix mondiale.

137. Le développement peut être, à court terme, une tâche comportant des sacrifices apparents, voire des dons qui pourraient sembler irrécupérables. Mais le vaste monde qui vit à l'heure actuelle dans le retard, sans pouvoir d'achat, extrêmement limité dans sa capacité de consommation, apportera par son développement des centaines de millions de consommateurs et de producteurs, seuls capables de remettre sur pied l'économie internationale, y

compris celle des pays développés qui ont engendré et qui subissent aujourd'hui la crise économique.

138. L'histoire du commerce international a démontré que le développement est le facteur le plus dynamique du commerce mondial. La plus grande partie des échanges actuels se fait entre pays totalement industrialisés. Soyons certains que plus l'industrialisation et le progrès s'étendront dans le monde, plus s'étendront également les échanges commerciaux, au profit de tous.

139. Voilà pourquoi nous réclamons au nom des pays en développement et nous plaçons la cause de nos pays; mais ce n'est pas une aumône que nous réclamons; si nous ne trouvons pas de solutions adéquates, nous serons tous victimes de la catastrophe.

140. On parle fréquemment des droits de l'homme, mais il faudrait aussi parler des droits de l'humanité. Pourquoi certains peuples doivent-ils aller nu-pieds pour que d'autres roulent en voiture de luxe? Pourquoi certains ne doivent-ils vivre que 35 ans pour que d'autres en vivent 70? Pourquoi doivent-ils être misérablement pauvres pour que d'autres soient exagérément riches? Je parle au nom des enfants qui, dans le monde, n'ont même pas un morceau de pain; je parle au nom des malades qui n'ont pas de médicaments; je parle au nom de ceux auxquels on a refusé le droit à la vie et à la dignité humaine.

141. Certains pays ont un débouché sur la mer, d'autres non; certains disposent de ressources énergétiques, d'autres non; certains possèdent des terres abondantes pour y produire des aliments, d'autres non; certains sont tellement saturés de machines et d'usines qu'on ne peut même plus y respirer l'air de leur atmosphère empoisonnée; d'autres ne possèdent que leurs bras décharnés pour gagner leur pain.

142. Bref, certains pays possèdent d'abondantes ressources alors que d'autres ne possèdent rien. Quel est le sort de ces derniers? Mourir de faim? Rester éternellement pauvres? A quoi sert alors la civilisation? A quoi sert la conscience de l'homme? A quoi servent les Nations Unies? A quoi sert le monde? On ne peut parler de paix au nom des dizaines de millions d'êtres humains qui, tous les ans, meurent de faim ou de maladies curables dans le

monde entier. On ne peut parler de paix au nom de 900 millions d'analphabètes.

143. L'exploitation des pays pauvres par les pays riches doit cesser. Je sais que, dans de nombreux pays pauvres, il y a aussi des exploités et des exploités. Je m'adresse aux pays riches pour qu'ils contribuent. Je m'adresse aux pays pauvres pour qu'ils distribuent.

144. Assez de paroles. Des faits! Assez d'abstractions. Des idées concrètes! Assez parlé d'un nouvel ordre économique international spéculatif que personne ne saisit; parlons d'un ordre réel et objectif que tout le monde comprenne!

145. Je ne suis pas venu ici en prophète de la révolution; je ne suis pas venu demander ou souhaiter que le monde se convulse avec violence. Je suis venu parler de paix et de collaboration entre les peuples, et je suis venu donner l'avertissement que, si nous ne trouvons pas de solution pacifique et sage aux injustices et aux inégalités actuelles, l'avenir sera apocalyptique.

146. Le bruit des armes, du langage menaçant de l'arrogance dans l'arène internationale doit cesser. C'en est assez de croire que les problèmes du monde peuvent se régler avec des armes nucléaires. Les bombes pourront tuer les affamés, les malades, les ignorants, mais elles ne pourront tuer la faim, la maladie, l'ignorance. Elles ne peuvent pas non plus tuer la juste rébellion des peuples, et le cataclysme emporterait aussi les riches, qui sont ceux qui ont le plus à perdre en ce monde.

147. Disons adieu aux armes et consacrons-nous, en personnes civilisées, aux problèmes écrasants de notre époque. Voilà la responsabilité et le devoir le plus sacré de tous les hommes d'Etat du monde. Voilà, en outre, le principe indispensable à la survie de l'humanité.

148. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*): Au nom de l'Assemblée générale, je remercie M. Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'Etat et du Gouvernement de la République de Cuba, président en exercice du mouvement des pays non alignés, de l'importante déclaration qu'il vient de prononcer.

La séance est levée à 13 h 40.